

Impact des subventions des carburants routiers en Algérie: Évaluation par un modèle d'équilibre général calculable.

OUKACI Kamal¹
MOUSLI Abdenadir²

Résumé

Les subventions aux produits énergétiques ont un rôle primordial dans les économies de plusieurs pays du monde. Elles représentent une composante majeure de la protection sociale et une manière directe de partager la richesse en ressources naturelles du pays, surtout dans les pays riches en produits énergétiques, où un prix bas pour l'énergie joue un rôle important dans la lutte contre la pauvreté et la protection des populations vulnérables (Fattouh et El-Katiri, 2012). Une subvention énergétique est un mécanisme facile à mettre en place, qui n'exige que peu de capacités administratives permettant à l'État de fournir des avantages très visibles à une tranche importante de la population (FMI, 2013).

En Algérie, les subventions à la consommation des produits énergétiques sont en vigueur depuis une vingtaine d'année et se justifient comme étant un moyen pour assurer un approvisionnement énergétique à bon marché pour les ménages et les différents secteurs de l'économie nationale, en particulier pour le transport, l'agriculture et l'industrie.

Le coût des subventions aux prix de l'énergie en Algérie est parmi les plus élevés au monde (Benkhalfa, 2015). Selon la note de présentation du projet de la loi de finances pour 2015³, les subventions implicites⁴ liées aux produits énergétiques que supporte l'État pour l'année 2013, sont estimées à 2080,45 milliards de DA, soit l'équivalent de 26 milliards de dollars US, représentant 13% du PIB en 2013.

La politique de subvention généralisée au prix à la consommation des carburants n'aboutit pas aux objectifs assignés par le gouvernement. Elle ne garantit qu'une protection partielle et insuffisante aux populations les plus défavorisées. Cette forme de subvention bénéficie généralement davantage aux ménages les plus aisés, ce qui exacerbe les inégalités. Selon l'enquête de l'office National des Statistiques (ONS) sur la consommation des ménages de l'année 2011, les ménages les plus aisés (10% les plus aisés) allouent pour le poste transports, vingt-neuf fois plus que les ménages les moins aisés (10% les moins aisés) et un peu plus que tout le reste de la population (ONS, 2014).

Néanmoins au-delà du fait que cette politique n'est pas complètement adaptée aux plus pauvres, elle engendre des comportements excessifs de consommation des produits subventionnés. Ainsi, elle pénalise le dispositif répressif du trafic frontalier et réduit les incitations à l'utilisation des carburants gaziers (GPL/C et GNC) tout en accélérant l'épuisement des ressources naturelles du pays.

¹ Professeur à la faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion. Université de Bejaia. Algérie, mail : oukaci.kamal@gmail.com

² Maître de conférences à la faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion. Université de Bejaia. Algérie, nadirmousli@yahoo.fr

³In <http://www.dgpp-mf.gov.dz/images/stories/PDF/RPLF/RPLF2015.pdf>

⁴ Les subventions implicites représentent d'une part la différence entre le coût unitaire moyen et le prix de vente moyen de certains produits, et d'autre part, la renonciation de l'État à certains droits et taxes internes et externes.

Outre des distorsions du marché qu'elle produit, la politique de subvention énergétique a montré ses limites en termes d'efficacité à long terme. Ainsi, la forte dépendance de budget de l'Etat à l'égard des recettes pétrolières, qui sont volatiles et imprévisibles, complique considérablement les politiques budgétaires nationales.

Ces dernières années, la chute des prix du pétrole relance le débat sur la pertinence des subventions aux prix des carburants. La nécessité de réformer la politique actuelle de subventions de la consommation domestique des carburants est de plus en plus pesante en Algérie et c'est dans la perspective que s'inscrit l'objet de cette étude. Il s'agit d'appréhender la politique de régulation du marché des carburants et de simuler les effets potentiels de la réduction des subventions à la consommation des carburants sur l'économie algérienne et particulièrement sur le budget de l'Etat. La méthodologie suivie dans cette étude repose sur un modèle d'équilibre général calculable (MEGC) basée sur une matrice de comptabilité sociale de l'économie algérienne.

Mots Clés : Matrice de comptabilité sociale, modèle d'équilibre général calculable subventions, carburants routiers, Algérie